

LES SERVICES PUBLICS BRÛLENT. BERCY COMPTE.

29 SEPTEMBRE : EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION
Pour nos salaires et nos conditions de travail !

SOMMAIRE

02-03

8
SEPTEMBRE
On demande
des comptes
à Bercy !

04

CANICULE
Protéger les
collègues

04

RESTAURATION
COLLECTIVE
Défendre
nos droits

L'été 2026 a encore vu des records de chaleur battus en France. Mais, à chaque fois, nous avons l'impression d'être replongés en 2003. Où sont donc passés les milliards d'euros volés aux salarié·es par le biais de la « journée de solidarité » ? Où sont les climatiseurs qui devaient limiter la surmortalité de nos ancien·es ?

Pire, les services publics, sans cesse attaqués par les gouvernements successifs, ont de plus en plus de mal à faire face. Les services d'urgences des hôpitaux sont surchargés et le gouvernement cache la réalité de la surmortalité due aux vagues de canicule. Et que dire des moyens des services de secours, notamment des pompiers ? Alors que le réchauffement climatique provoque des incendies de plus en plus monstrueux, le manque de moyens humains est apparu criant. Et que dire de cette vraie-fausse commande de Canadair, passée, annulée pour des raisons exclusivement budgétaires, puis peut-être repassée, mais pas livrée cet été ? Il fallait donc compter sur la solidarité européenne alors que les forêts brûlent partout en Europe. Les services publics, seuls biens communs et gratuits, sont les seuls à pouvoir faire face à ces crises. C'est pourquoi leurs moyens doivent être calibrés en fonction des besoins réels et non à l'aune de l'austérité budgétaire qu'imposent les gouvernements, notamment au nom de la guerre.

C'est le sens du rassemblement festif et revendicatif organisé par la CGT le 8 septembre dernier. À l'initiative du Syndicat national des Finances publiques, il a réuni des agent·es des trois versants de la fonction publique : État, territoriale et hospitalière. Agent·es des Finances publiques, infirmier·ères, éboueur·ses, professeur·es... Celles et ceux qu'on appelait les « premiers de corvée » sont venu·es témoigner du manque de moyens.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, a conclu cette manifestation en apportant son soutien aux agent·es publiques et aux usager·es, au nom du slogan de cette journée : « On demande des comptes à Bercy ! » Cette initiative est détaillée dans ce journal.

Mais la canicule a aussi eu des répercussions sur les collègues de la DGFIP. Là aussi, les mesures prises par la direction semblent avoir vingt ans de retard. Sans oublier la gestion calamiteuse des fermetures de restaurants ASF Restauration (ex-AGRAF), sur laquelle nous revenons également.

Toutes les conditions sont réunies pour crier haut et fort notre ras-le-bol de ne pouvoir exercer correctement nos missions, dans une période de blocage « perpétuel » de la valeur du point d'indice.

La CGT Finances publiques Paris appelle donc les agent·es de la DRFiP Paris à être toutes et tous en grève et en manifestation le 29 septembre, pour nos salaires et nos conditions de travail !

BERCY DOIT ÉCOUTER CEUX QUI FONT TENIR LE PAYS !

Le 8 septembre, plus de 300 personnes se sont rassemblées devant le ministère à Bercy à l'initiative de la CGT. Pompiers, justice, action sociale, finances, santé, éducation nationale : les témoignages ont donné un visage concret au manque de moyens. De nombreuses personnalités politiques étaient présentes en soutien. Au cœur de cette journée : les besoins de la population et les conditions de travail de celles et ceux qui y répondent.



Bercy, 8 septembre. Textes : extraits des interventions résumées ; coupes signalées par [...].

FANNY DE COSTER • CGT FINANCES PUBLIQUES

LA PAROLE AUX AGENT·ES

« Nous sommes réunies devant Bercy, en ce 8 septembre, pour demander des comptes à Bercy ! Car donner les moyens pour développer les services publics : c'est faire le choix de la solidarité et du progrès social.
[...] Cet été difficile l'a encore démontré, face à la canicule, aux pires feux de forêts et sécheresses inédites qui ont frappé notre pays, les services publics et leurs agent·es ont permis au pays de tenir debout.
Plutôt que d'allouer chaque année 211 milliards d'euros aux entreprises, plutôt que d'augmenter sans cesse le budget des armées, finançons les services publics et la fonction publique pour répondre aux besoins de la population.
Les services publics sont notre bien commun et le patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas ! »

STÉPHANE • CGT SDIS 91 • POMPIER PROTÉGER SANS ÊTRE PROTÉGÉS

« Ce que nous avons retenu des incendies de cet été ce sont d'abord les nombreuses difficultés rencontrées, notamment le manque d'effectif et les rotations éprouvantes imposées aux équipes, sans parler du manque de matériel par ex : les cagoules faites d'un simple morceau de tissu incapables de filtrer les fumées toxiques. Personne ne s'est préoccupé de notre état de santé. La santé des sapeurs-pompiers, comme celle de la population est mise en danger.
Le gouvernement a trouvé de l'argent pour les grandes entreprises et pour préparer les futures guerres. Mais lorsqu'il s'agit de la sécurité civile, nous n'entendons plus rien. Aujourd'hui, les pompiers sont en colère ; notre capacité à répondre aux urgences auxquelles la population est confrontée est menacée. Ce dont nous avons besoin, ce sont des sapeurs-pompiers dans des véhicules d'intervention. J'invite la population et l'ensemble des services concernés à participer à la mobilisation du 29 septembre. Plus nous serons nombreux plus nous serons forts. »

MAUDE, JUSTICE • MAGISTRATURE, PROBATION ET INSERTION Quand les moyens manquent, la protection recule

« Il y a quelques mois l'état de délabrement de la justice a été brutalement et violemment mis en lumière suite au meurtre de la jeune Lyanna dont l'auteur présumé était connu des services de police et de justice.
[...] Depuis des décennies, nos organisations alertent sur ces réalités : la justice fonctionne à flux tendu, les postes manquent, les greffes sont épuisés, les délais explosent, les logiciels dysfonctionnent...
Les choix politiques ont, année après année, affaibli un service public essentiel à la démocratie, à la protection des victimes et la cohésion sociale. »

MATHILDE • CGT CASVP (Centre d'action sociale de la Ville de Paris) Aider les autres, travailler sans appui

« Depuis le Covid, on voit énormément de situations très dégradées et des personnes de plus en plus fragiles, de plus en plus de travailleurs pauvres se présentent dans nos services.
[...] À l'ère du tout numérique nous n'avons pas accès à notre réseau obsolète au moins une fois par semaine.
Nous n'avons plus l'appui des collègues hospitaliers, de l'éducation nationale ou de l'aide sociale à l'enfance, eux-mêmes aussi noyés que nous. [...] De plus, depuis mai 2025, « la réforme du parcours de l'utilisateur » met à mal les usagers : ils ont moins accès à leurs droits.
En conséquence chez nos collègues, la perte de sens de notre métier a des conséquences importantes, de plus en plus de départs, d'arrêts maladie, de burn-out et de mi-temps thérapeutiques...
Nous allons mobiliser les agents le 29 septembre contre la destruction des services publics parce que le service public est un droit. »

FINANCER NOS MISSIONS, PAS ORGANISER LA PÉNURIE

Après les constats, les exigences : justice fiscale, informatique publique sécurisée, salaires et emplois. Les interventions dessinent une autre politique budgétaire et donnent rendez-vous le 29 septembre.

NADIA • FÉDÉRATION DES FINANCES L'argent public doit répondre aux besoins

« Depuis 25 ans, ce sont plus de 45 000 emplois qui ont été supprimés au ministère au détriment de la lutte contre la fraude fiscale et des nombreux trafics liés aux réseaux criminels.

Nous réaffirmons qu'il n'y a pas de fatalité à subir l'austérité budgétaire. Pour la CGT la politique budgétaire doit répondre aux besoins sociaux, économiques, industriels et écologiques du pays. C'est pourquoi nous revendiquons une réforme fiscale d'ampleur intégrant une plus large taxation des revenus du capital et le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu.

Nous proposons également une réforme de l'impôt sur les sociétés, la suppression des niches fiscales injustifiées et de la flat tax.

Nous voulons également revenir sur les cadeaux fiscaux octroyés aux plus riches et aux grandes entreprises depuis 2017 et augmenter l'imposition du patrimoine des ultra-riches.

Pour la CGT, une autre trajectoire budgétaire est possible, fondée sur la justice fiscale et l'investissement dans le monde du travail. Pour redonner des moyens à l'ensemble des services publics et aux agents qui les font vivre. »

ROGER • SERVICES CENTRAUX DGFIP Sécuriser les systèmes, préserver les compétences

« Cet été, la DGFIP a connu une fuite massive de données. Au-delà de l'incident, la confiance des citoyens, la protection des agents et la crédibilité de la DGFIP ont été directement mises en cause. Après un tel choc, la sécurisation de nos systèmes devrait être la priorité absolue. Sur le terrain, la réalité est tout autre...

Et pendant ce temps, que fait la Délégation à la transformation numérique de la DGFIP (DTNum) ? Elle fonce sur l'intelligence artificielle et dans le même temps les infrastructures existantes doivent être entretenues, les failles corrigées, les applications sécurisées... Malheureusement, ces dernières passent au second plan. Cette marche forcée a un coût humain. Les témoignages parlent de délais intenable, d'objectifs mouvants, d'injonctions contradictoires et d'un management toxique. Les agents épuisés, titulaires comme contractuels, quittent progressivement la DTNum. Avec eux partent l'expérience, les compétences et la connaissance de nos systèmes.

[...] Nous exigeons une informatique publique, robuste et sécurisée, qui s'appuie sur les compétences internes. »

SOPHIE BINET, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CGT : Des salaires, des moyens et une mobilisation commune

« Cet été, si le pays a tenu c'est parce que les agent.es publics, les fonctionnaires, les travailleur.ses étaient là. On ne demande pas aux services publics d'être rentables mais d'être là pour répondre à nos besoins.

Depuis 10 ans, le macronisme c'est 15 % de baisse du pouvoir d'achat pour les agents publics.

Alors, notre première exigence dans ce budget 2027, c'est l'augmentation des salaires, pas question que ce soit encore une année blanche pour les fonctionnaires.

Alors, on se donne rendez-vous le 29 septembre qui doit être une immense journée de grève et de manifestations de tous les agents qui effectuent des missions de service public et au-delà. Montrons-leur ce qu'est une journée sans services publics.

Les services publics, c'est pas seulement de la responsabilité des fonctionnaires, c'est notre problème à toutes et tous. Nous appelons l'ensemble des salariés à venir défiler pour gagner des augmentations de salaires et défendre les services publics.

[...] Dernière chose. En décembre prochain, c'est les élections dans la fonction publique. C'est le dernier moment démocratique avant les élections présidentielle et législatives. C'est le moment de faire entendre la voix des fonctionnaires. Il y en a assez d'être stigmatisés, méprisés et traités comme des coûts. Alors, faisons-nous entendre en votant massivement et en votant CGT, le syndicat combatif, revendicatif, seul à même d'imposer le service public dans le débat ! »



LE 29 SEPTEMBRE :

POUR NOS SERVICES

PUBLICS ET

L'AUGMENTATION

DES SALAIRES

GRANDE JOURNÉE

DE GRÈVE ET DE

MANIFESTATIONS

INTERSYNDICALES

DES POMPIERS,

HOSPITALIERS,

ENSEIGNANT.ES ET

DE TOUTES CELLES ET

CEUX QUI ASSURENT

DES MISSIONS DE

SERVICES PUBLICS



CANICULE : LA DIRECTION GARDE LA TÊTE FROIDE, LES AGENTS CUISENT

Juin 2026 : Paris suffoque, les bureaux aussi. Alors que l'Île-de-France passe en vigilance rouge, des collègues travaillent dans des locaux dépassant les 30 °C, parfois avec quelques ventilateurs à se partager. Les épisodes de chaleur sont désormais prévisibles ; à la DRFiP, on continue pourtant à les gérer comme une surprise du calendrier.

Les organisations syndicales ont demandé des mesures simples : horaires adaptés sans récupération, télétravail exceptionnel facilité, salles de repli réellement fraîches, suspension de l'accueil lorsque les conditions deviennent dangereuses et fermetures des sites impossibles à rafraîchir. Rien d'extravagant : protéger la santé des agents est une obligation de l'employeur.

La CGT a demandé une journée banalisée ; le nouveau directeur a invoqué une « rupture d'égalité » avec les collègues en locaux climatisés...

Mais il a fallu hausser le ton. Le 25 juin, CGT, Solidaires et FO ont déposé un droit d'alerte pour danger grave et imminent. Le lendemain, devant le refus de la direction de prendre des mesures à la hauteur, les trois organisations ont quitté le CSAL. Une Formation spécialisée extraordinaire a finalement dû être convoquée. La CGT a également interpellé le directeur sur le manque de ventilateurs et l'insuffisance de l'anticipation.

Pour 2027, la CGT demandera que la DRFiP prépare dès maintenant un véritable plan canicule : matériel, organisation du travail, télétravail, horaires et critères clairs de fermeture. Car une canicule en été n'est plus une surprise. L'administration ne pourra pas, une fois encore, découvrir la chaleur en même temps que le thermomètre et bricoler des réponses dans l'urgence. Sans les remontées des collègues et le rapport de force syndical, la température monte... et les mesures restent au frais.

CANTINES FERMÉES : L'ADMINISTRATION NOUS SERT LA PORTION CONGRUE

Cet été, l'administration avait trouvé une recette simple pour faire des économies : fermer presque toutes les cantines et laisser les collègues se débrouiller. Du 27 juillet au 24 août, Beuret, Gauguin, George-Sand, Paradis, Moulin-Vert et Meuniers baissaient le rideau. Réaumur, déjà fermé pour travaux jusqu'au 31 août, complétait le menu. Restaient trois restaurants pour tout Paris : Saint-Sulpice, Paganini et Uzès.

Pour les collègues, surtout les plus éloignées ou ayant des difficultés de déplacement, cela signifiait davantage de métro, de fatigue et moins de temps pour manger. Et au départ ? Pas de solution de remplacement digne de ce nom. Le Secrétariat général avait même décidé de ne plus financer systématiquement de dispositif de substitution pendant les fermetures estivales.

Il a donc fallu que les organisations syndicales montent au créneau. Dès la Formation spécialisée du 24 juin, la CGT exigeait des solutions de proximité et une heure de crédit horaire. Les interventions ont fini par faire bouger les lignes : le crédit exceptionnel est passé de trente minutes à une heure et des titres-restaurant ont été annoncés pour certaines collègues empêchées de se déplacer normalement.

Pour l'été prochain, la CGT demandera que les solutions soient prévues dès maintenant. Fermetures, éloignement des restaurants et difficultés de déplacement ne tombent pas du ciel au mois de juillet. La direction ne pourra pas éternellement se cacher derrière la surprise et l'improvisation tardive. A la DRFiP, même pour déjeuner, il faut décidément mettre les revendications sur la table pour que l'administration remette le couvert.

CGT FINANCES PUBLIQUES PARIS

16 rue Notre-Dame-des-Victoires
75002 Paris
cgt.drrip75@dgfip.finances.gouv.fr
www.cgtgdgip75.org
01 44 50 46 71
Facebook : CGT Finances Publiques 75

la
cgt
FINANCES PUBLIQUES



ADHÉRER

